

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 10/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00534-2025 SPR/2025/0581  
Code AIOT : 0006401268

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
2	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	Sans objet
3	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	/	Sans objet
5	Prélèvement par pompage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8.2	/	Sans objet
6	Prélèvement par pompage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'ensemble des remarques des visites précédentes ont été prises en compte par l'exploitant. Ce dernier respecte également ses obligations concernant la déclaration de sa production et de ses émissions polluantes, ainsi que concernant le suivi de ses prélèvements d'eau.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Rejets des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Effluents des sanitaires :</p> <p>Ces effluents devront être traités par un dispositif d'infiltration conforme à l'arrêté du 6 mai 1996. L'évacuation en puits perdu est interdite.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constat le 13/10/2020 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité des deux dispositifs de traitement des eaux usées du site. Le rapport DREAL du 4 décembre 2020 demandait à l'exploitant de faire réaliser une vérification des deux installations de traitement des effluents sanitaires par un spécialiste et de transmettre, sous 3 mois, le rapport associé, comprenant un planning de réalisation des actions correctives nécessaires.</p> <p><u>Constat le 15/11/2021 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis le compte-rendu du passage caméra réalisé par la société Osis, qui mentionne deux anomalies. Toutefois, l'exploitant n'apporte pas d'éléments, d'une part, sur les actions correctives nécessaires afin de corriger les anomalies relevées et, d'autre part, sur la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation afférente. A la suite de cette inspection, le rapport DREAL du 12 janvier 2022 demandait à l'exploitant de compléter, sous 3 mois, le diagnostic réalisé sur les dispositifs de traitement des eaux usées avec :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le descriptif des actions correctives éventuellement nécessaires afin de remédier aux anomalies relevées lors du passage caméra ;</li><li>• une évaluation de la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation applicable aux dispositifs d'assainissement non collectifs.</li></ul> <p><u>Constat le 13/12/2022 :</u></p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Toutefois, il précise avoir corrigé les anomalies relevées et envoyé un dossier au SPANC afin d'obtenir un certificat de conformité de ses installations. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter le dossier communiqué au SPANC le jour de l'inspection. Ainsi, le rapport DREAL demandait à l'exploitant de communiquer :- sous 1 semaine, copie du dossier envoyé au SPANC concernant la mise en conformité du dispositif de traitement de ses effluents ; - l'avis du SPANC sur le dossier précité dès réception et, le cas échéant, proposera un calendrier de mise en conformité ne dépassant pas 3 mois.</p> <p><u>Constat le 27/11/2023 :</u></p> <p>Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant indique qu'il va réaliser les travaux de mise en conformité, éventuellement après avoir réalisé un nouveau diagnostic compte tenu de l'ancienneté du diagnostic précédent, en vue d'une mise en conformité d'ici la fin du premier semestre 2024.</p>

Constat le 08/07/2024 :

Lors de la visite du 08 juillet 2024, l'exploitant explique que les travaux de mise en conformité des deux fosses septiques ont été réalisés et que le SPANC devrait normalement venir constater la conformité des fosses d'ici deux semaines.

L'inspection a pu constater visuellement la réalisation des travaux, comme la réalisation des events (cf. photo en annexe).

Constat le 15/07/2025 :

Par courriel du 15 octobre 2024, l'exploitant a adressé un point d'avancement de la mise aux normes de ses fosses septiques. En outre, il a indiqué que :

1. un inspecteur du SPANC s'est rendu sur site le 30/07/2024 et a informé l'exploitant qu'une étude de sol est nécessaire pour obtenir la conformité. Cette étude permet, d'une part, de vérifier la perméabilité du sol et, d'autre part, de proposer le dispositif le plus adapté, conforme à la réglementation en vigueur ;
2. l'étude précitée a été réalisée le 13/09/2024 et le rapport final devrait être transmis d'ici fin du mois d'octobre 2024. En amont de cette transmission, le bureau d'études a indiqué à l'exploitant que des travaux complémentaires devront être effectués pour obtenir la conformité ;
3. l'exploitant sollicite un délai supplémentaire de 8 mois, afin de finaliser les études et garantir la bonne exécution de l'ensemble des dispositifs.

Le jour de la visite d'inspection du 15 juillet 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection les travaux terminés ainsi qu'un mail daté du 09 juillet 2025 du SPANC, attestant que :

- le SPANC s'est rendu sur place le 09 juillet 2025 ;
- les travaux réalisés par l'entreprise COLOMO ont été réalisés conformément aux prescriptions du SPANC ;
- les certificats de conformités seront donc transmis prochainement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les certificats de conformité dès réception du SPANC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inspection périodique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de

modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Constat le 15/11/2021 :

(...) demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, le compte-rendu de l'inspection périodique du réservoir Pauchard 300L et les justificatifs démontrant le remplacement des 4 réservoirs airchocs (photographies, factures,...).

Constat le 13/12/2022 :

(...) Par ailleurs, l'exploitant présente la facture relative aux changements de quatre réservoirs airchocs du 30/11/2021, ainsi que les photographies des plaques des équipements renouvelés (ces derniers étant installés en hauteur).

Enfin, l'inspection relève que la liste des ESP mentionne 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en fonctionnement depuis septembre 2018, soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu d'inspection périodique de ces équipements. L'exploitant doit :

- sous 1 mois, faire réaliser l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard en veillant au contrôle des accessoires de sécurité ;
- communiquer, sous 2 mois, le compte-rendu des 14 inspections périodiques précitées.

Constat le 28/11/2023 :

Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les justificatifs relatifs à l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard mentionnant le contrôle des accessoires de sécurité.

Constat le 08/07/2024 :

Les rapports d'inspections périodiques 2024 des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie" ont été transmis par l'exploitant en amont de la visite, par courrier du 24 mars 2024 (contrôles effectués le 29 février 2024 par DEKRA).

(...) La prescription contrôlée, sur les contrôles périodiques, est respectée par l'exploitant qui répond ainsi aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection le rapport de réalisation des travaux de remplacement du flotteur et de la mise en place de l'écodrain pour le réservoir Pauchard dès leurs achèvements. En effet, la présence d'eau au pied de l'ESP pourrait entraîner des phénomènes de corrosion de ce dernier.

Constat le 15/07/2025 :

Les travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'ESP "Pauchard" ont bien été réalisés par l'exploitant : la société Airflux est intervenue et a transmis deux rapports datés du 15/01/2025 attestant de la réalisation de ces travaux. L'inspection a pu constater que, le jour de la visite, il n'y avait pas d'eau au pied de l'ESP comme c'était le cas la fois précédente.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rejets à l'atmosphère**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.

**Constats :**

Constat du 27/11/23 :

(...) Toutefois, l'inspection constate que la cheminée associée au dépoussiéreur est orientée vers le bas, ne permettant pas ainsi de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.

L'exploitant doit, sous 3 mois, proposer des actions correctives afin que la forme du conduit d'évacuation du dépoussiéreur du BR4 permette de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. Ces actions doivent être mises en œuvre au plus sous 6 mois à compter de la réception du présent rapport.

Constat du 08/07/2024 :

Le reportage photo des travaux réalisés le 13/05/2024 a été transmis par l'exploitant en amont de la réunion. L'inspection a pu vérifier en visite la réalisation de ces travaux, qui ont conduit à mettre en place un nouvel émissaire dirigé vers le haut. Toutefois, l'inspection a constaté qu'un « chapeau chinois » a été installé au bout du conduit (cf. photo en annexe), ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 qui dispose que "La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère". L'exploitant précise que ce dispositif est destiné à protéger le conduit des intempéries explique

qu'il va réfléchir à une solution pour enlever le chapeau chinois.

Constat du 15/07/2025 :

L'inspection a constaté le jour de la visite que le chapeau chinois a été enlevé en haut du conduit et qu'une petite vanne a été installée au point bas, permettant de purger le conduit si nécessaire. En fonctionnement normal (sans pluie), la vanne est fermée afin d'éviter que les poussières puissent descendre. En cas de pluie, la vanne est ouverte, permettant ainsi de ne pas saturer d'eau le conduit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Déclaration GEREP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7

**Thème(s) :** Autre, Déclaration GEREP

**Prescription contrôlée :**

Article 4 - V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

Article 7 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...]

**Constats :**

La déclaration GEREP de l'année 2024 a bien été réalisée conformément aux articles 4 et 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. Les informations principales de la déclaration de 2024 ont été vérifiées (tonnage, poussières, bruit) et sont conformes aux réglementations applicables à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Prélèvement par pompage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8.2

**Thème(s) :** Autre, Prélèvement par pompage

**Prescription contrôlée :**

**2. Prélèvement par pompage :**

Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans les eaux souterraines ou dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un canal ou un plan d'eau alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être



<p>accepté, dès lors que le pétitionnaire démontre que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en termes de représentativité, stabilité et précision de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit également permettre de connaître le volume cumulé du prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est rendue sur chacun des 6 emplacements des points de prélèvement pour constater la présence des compteurs volumétriques. Chacun des compteurs était présent et équipé d'un système automatique de transmission des données.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prélèvement par pompage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le déclarant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les prélèvements par pompage visés à l'article 8-2 de l'arrêté, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;</li> <li>• (...)</li> <li>• les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;</li> <li>• les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.</li> </ul> <p>Le préfet peut, par arrêté, fixer des dates d'enregistrement particulières ou une augmentation de la fréquence d'enregistrement pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.</p> <p>Ce cahier est tenu à la disposition des agents du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le déclarant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des compteurs des six points de prélèvement est équipé d'un système automatique de transmission des données. L'inspection a pu constater que ces données sont bien consignées mensuellement comme demandé par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>